

# Renault Douai : SUD et la CGT évoquent « un hold-up sur les jours de grève »

samedi 25.07.2009, 04:45 - La Voix du Nord



Selon Lionel Lerèche et ses amis, la rentrée risque d'être chaude à l'usine. PHOTO «LA VOIX»

## | AUTOMOBILE |

SUD et la CGT Renault Douai contestent la manière dont la direction locale a utilisé des jours de grève pour les reverser sur un compteur temps collectif (CTC). « Un hold-up », selon eux.

Alors que l'établissement ferme ses portes jusqu'au 24 août, la tension ne semble pas retombée du côté syndical.

Jeudi, SUD et la CGT sont montés au créneau pour contester une nouvelle fois une décision de la direction locale.

Les 11 et 18 juillet, une partie du personnel de l'usine s'était mis en grève. Le temps en question devait donc être défalqué des fiches de paie des personnes concernées. D'accord, sauf que, selon les syndicalistes, la direction, appliquant des accords de flexibilité qu'ils contestent, a reversé ce temps dans un CTC. Inacceptable pour Lionel Lerèche (SUD), tout comme pour Jean-François Carré (CGT) et leurs amis.

Ils estiment que la direction a outrepassé ses droits et qu'elle tente « d'appliquer son propre Code du travail ».

Eux disent que s'ils laissent passer ça, demain, cette même direction pourra décréter qu'elle met dans cette cagnotte temps autant de jours qu'elle le voudra, et qu'elle pourra en disposer librement sans que personne n'ait plus rien à dire. Donc, ils ont décidé de lancer un nouveau recours en justice contre elle.

Quant à celui concernant la flexibilité du temps de travail et la remise à zéro des compteurs temps, la décision devrait être rendue le 21 septembre.

Enfin, toujours selon ces mêmes syndicalistes, il ressort du CE du mardi 22 juillet que la direction refuse de nouvelles embauches, alors que la montée en production le justifie et que les personnels sont à bout de souffle.

D'autre part, ils s'inquiètent du lancement de la construction d'une nouvelle usine, à Tanger, au Maroc, d'une capacité supérieure à celle de Douai. Tout comme de l'annonce du fait que d'autres véhicules et équipements seront produits en Israël ou dans les pays de l'Est. « Quel avenir dans ces conditions pour les usines françaises ? » •

J-F. G.